

Ce qu'il y a d'encore plus décevant avec ces 70 millions, c'est que si on compare le montant que le gouvernement dépense cette année pour les programmes destinés aux jeunes, c'est-à-dire 170 millions, à celui de 1979—j'oublie le chiffre exact mais c'était autour de 112 millions—on constate qu'en termes réels, c'est-à-dire compte tenu des 10 p. 100 environ d'inflation, le montant consacré par le gouvernement au programme Été Canada à l'intention des jeunes est le même que celui de 1979. Donc, l'effort en dollars constants, corrigés de l'inflation, est le même qu'en 1979 alors que la conjoncture économique est tout à fait différente de ce qu'elle était il y a quelques années, comme nous le savons tous. D'ailleurs il y aurait beaucoup plus d'emplois à créer pour les jeunes cet été qu'il y a une couple d'années. Si je donne ces précisions, c'est qu'il importe que le gouvernement offre aux jeunes des programmes adéquats.

• (1125)

Permettez-moi de dire quelques mots au sujet de deux autres décisions annoncées dans ce document. La première concerne Katimavik, qui dispose de 40 millions pour 4,000 participants. C'est une initiative louable, mais Katimavik n'est pas vraiment un programme d'emploi. C'est un programme qui permet à des jeunes de travailler pour leur collectivité. Ce n'est pas un programme qui donne un véritable salaire en fonction du travail effectué, c'est la possibilité pour les jeunes de servir leur collectivité en touchant moins que le salaire minimum. C'est un bon programme, une idée très valable, mais il n'est pas exact de le faire figurer dans l'aide directe à l'emploi. Je répète que c'est une initiative louable, mais pas un programme d'emploi.

L'autre programme d'appui direct à l'emploi dont je vais dire quelques mots concerne le ministère de la Défense nationale qui va affecter 75 millions au cours de deux années financières pour embaucher 5,000 jeunes. Il est certain que les jeunes vont faire la queue à la Défense nationale pour participer à ce programme parce qu'ils sont forcés de prendre tout ce qui se présente comme travail. Il est évident que les jeunes vont entrer dans les Forces armées, comme n'importe qui d'autre, puisqu'ils veulent servir leur pays et profiter de cette option. L'ennui c'est que s'il n'y a pas d'autres véritables options pour les jeunes, ils vont se sentir obligés de se rabattre sur celle-là, parce qu'ils n'ont pas le choix.

Cela m'amène à parler de la jeunesse elle-même. Ce qui fait sa valeur, c'est l'espoir qu'elle apporte au pays. Il importe donc que nous offrions de véritables emplois aux jeunes, afin qu'ils puissent à la fois acquérir de l'expérience et payer leurs études, se développer et venir ensuite renforcer le pays.

Les jeunes ne s'inquiètent pas uniquement pour eux-mêmes. Ils se préoccupent de la survie de la planète. Les jeunes ont fait beaucoup pour s'opposer aux essais de missiles de croisière sur notre territoire. Ils rattachent également cette question à celle de l'emploi, en disant que les dépenses sociales peuvent créer beaucoup plus d'emplois que les dépenses militaires.

Les subsides

Je vois que j'arrive au bout de mon temps. J'ajouterai qu'il est très important que le gouvernement appuie la campagne des jeunes en faveur du désarmement mondial, parce que c'est cet idéalisme qui va édifier un pays meilleur pour l'avenir. Ce qu'il nous faut ce n'est pas la conception de faucon que le gouvernement se fait du monde, mais au contraire l'espoir de la jeunesse, il faut donc l'aider pour que cet espoir fleurisse.

Le président suppléant (M. Corbin): Des questions ou des commentaires? Poursuivons le débat.

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je me réjouis de l'occasion qui m'est donnée de participer au présent débat, car il porte sans aucun doute sur une question qui touche au plus haut point les ministres du cabinet et qui me touche personnellement en tant que ministre de l'Emploi et de l'Immigration. C'est une question qui mérite, à mon avis, de faire l'objet d'un bon échange de vues franc et honnête. Toutefois, j'aimerais que nous n'ayons pas à subir la vieille habitude de l'opposition d'accuser, de condamner et de chercher un coupable ou un bouc émissaire en prétendant que le gouvernement ne fait pas ce qu'il devrait faire. Je crois que la question que nous débattons vaut mieux que cela.

• (1130)

C'est une question qui doit être abordée avec réalisme et bon sens. Il s'agit d'un problème que nous avons eu dans le passé, que nous avons maintenant et que nous continuerons d'avoir à l'avenir, le plus important problème socio-économique que nous, Canadiens, ayons à affronter. Mais nous ne sommes pas les seuls dans ce cas. Je ne sais pas si des députés ont eu l'occasion très récemment de lire la une du *New York Times*. Il y était question de la pénible situation des jeunes Européens qui sont aux prises avec ce même problème. Le chômage a fait l'objet de plusieurs documents et études de la part des gouvernements du monde entier.

Ce phénomène découle de l'explosion démographique qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Au cours des dix ou 12 dernières années, nous avons vu le nombre de jeunes qui entrent sur le marché du travail augmenter à un rythme effarant. Ce nombre est presque le double de celui des décennies antérieures. De très nombreux jeunes veulent un emploi et comptent en trouver un. Les emplois traditionnels ne sont plus aussi accessibles.

En même temps que de très nombreux jeunes envahissent le marché du travail, celui-ci a connu un changement. La pratique contestable qui consiste à créer des emplois nécessitant des aptitudes très spécialisées, une formation poussée et de l'expérience, et les problèmes qu'elle suscite sont et devraient être au centre de notre débat. Nous devons absolument nous pencher sur le problème de l'emploi des jeunes. Ce n'est pas seulement le résultat de la récession actuelle. C'est un problème durable qui sera parmi les plus graves que nous aurons à régler au cours de ce qui reste de la présente décennie.